

Réussir la transition énergétique

François Hollande

(Le Monde, le 28 novembre 2011)

Le rôle de la politique, ce n'est pas de faire peur pour ne rien changer, c'est de changer pour vaincre la peur. Ce n'est pas de prolonger le passé, c'est d'engager le futur.

Après le drame de Fukushima, tandis que les réserves de pétrole s'amenuisent et que nous avons l'obligation écologique de réduire nos consommations de CO₂, la France doit réussir la transition énergétique. Avec lucidité et volonté. Il s'agit de sortir progressivement du tout-pétrole pour les transports et du tout-nucléaire pour l'électricité.

Je veux préparer cette transition autour de quatre principes: l'indépendance, la sécurité, l'emploi et le pouvoir d'achat. Elle n'est pas seulement une nécessité pour le développement durable ou une protection par rapport aux risques. C'est surtout, si nous savons la saisir, une opportunité économique.

Mon premier objectif est donc la diversification de nos sources d'énergie. Depuis le choc pétrolier en 1973, la France a installé un important parc électronucléaire. Nous connaissons les atouts de cette technologie, l'excellence de notre industrie, le potentiel qu'elle représente et le savoir faire des salariés de ce secteur. Mais ce modèle doit désormais se moderniser et s'adapter. Les centrales lancées à la fin des années 1970 seront en fin de vie dans les quinze prochaines années. Des investissements importants devront y être consacrés pour éventuellement les prolonger, sachant que les exigences en matière de sécurité en élèveront le coût, sans oublier la question lancinante du stockage des déchets.

Parallèlement, si nous ne faisons rien, notre retard en matière d'énergies renouvelables s'accroîtra, d'autant que la politique chaotique du gouvernement depuis cinq ans a encore aggravé notre écart de performance avec nos pays voisins, notamment l'Allemagne (230 000 emplois contre 40 000 en France). Et les difficultés d'Areva, provoquées par un affaiblissement financier, voire un démantèlement organisé par le pouvoir, ont nui à l'investissement dans les énergies nouvelles.

C'est pourquoi je porte, à l'occasion de l'élection présidentielle, un scénario volontariste et pragmatique. Il consiste à réduire à l'horizon 2025 la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75% à 50% et de faire monter celle des énergies renouvelables, tout en maîtrisant notre consommation.

Cette mutation prendra du temps – trois quinquennats – et supposera des étapes d'évaluation en fonction des progrès de la science et des prix relatifs de chaque source d'énergie. L'industrie nucléaire, loin d'être affaiblie, sera à plusieurs titres sollicitée, et donc renforcée. Elle aura à intervenir sur les centrales les plus anciennes, à être exemplaire en matière de démantèlement et à poursuivre les recherches sur les énergies de demain, tout en garantissant la sécurité absolue de chaque site de production.

Pour le prochain quinquennat, je prends quatre engagements en cohérence avec cette perspective: la plus ancienne de nos centrales – Fessenheim – sera arrêtée; le chantier de Flamanville – avec le nouveau réacteur EPR – sera conduit à son terme; le système de retraitement des déchets et la filière qui l'accompagne seront préservés; aucune autre centrale ne sera lancée durant ce mandat.

Par ailleurs, j'engagerai une politique cohérente de montée du renouvelable: solaire, éolien terrestre et maritime, biomasse... Des incitations fiscales pour la consommation comme pour la production contribueront au développement d'une industrie innovante et créatrice d'emplois, dont le CEA et Areva seront les fers de lance.

Mon second objectif est de promouvoir une société de sobriété énergétique.

La priorité sera d'agir sur le bâti, qui absorbe près de 40% de la consommation d'énergie. La rénovation thermique aura, en outre, l'avantage de préserver le pouvoir d'achat des Français et d'offrir un gisement d'emplois considérable: plus de 150 000 d'ici à 2020. Là encore, des actions importantes sont à mener pour améliorer notre efficacité énergétique: généralisation des appareils de faible consommation, diminution des pertes en ligne, stockage de l'électricité.

Quant au prix de l'énergie, la vérité oblige à dire que, quel que soit le scénario autour de la part du nucléaire, il aura tendance à s'élever en raison du renchérissement des énergies fossiles et de l'ampleur des investissements à engager sur les centrales comme sur les énergies renouvelables.

C'est pourquoi je propose des mesures de protection des consommateurs avec un tarif de base pour l'essentiel et un tarif progressif pour le confort. De même, la maîtrise de la facture énergétique est indispensable à la préservation de la compétitivité de nos entreprises.

Réussir cette transition est donc un impératif économique, social et écologique. Elle suppose l'affirmation d'une politique industrielle et la préservation d'un pôle public de l'énergie, aujourd'hui malmené.

C'est le choix de l'avenir et celui de la responsabilité. Il évite un statu quo forcément dépassé et une sortie irréaliste du nucléaire. Il appelle, aussi, une conception élevée de la démocratie. C'est pourquoi j'ouvrirai, au lendemain de l'élection présidentielle, si les Français m'accordent leur confiance, un grand débat sur l'énergie en France associant largement les acteurs et les citoyens, dont le Parlement fixera la conclusion par le vote d'une loi de programmation de la transition énergétique.

Ce débat mérite mieux que la caricature, l'outrance, l'aveuglement, voire le mensonge. Je suis convaincu que les Français se rassembleront davantage sur cette stratégie équilibrée, ambitieuse et protectrice que sur la défense de schémas périmés ou incantatoires.

Préparer l'avenir, c'est l'enjeu de l'élection présidentielle.